

# TRAITÉ D'ÉCONOMIE MARXISTE

PAR

ERNEST MANDEL

*Tome I*

*du même auteur  
chez le même éditeur*

MANDEL : TRAITÉ D'ÉCONOMIE MARXISTE

t. II — 430

t. III — 432

t. IV — 434

MANDEL : LE TROISIÈME ÂGE DU CAPITALISME

t. I — 1081

t. II — 1082

t. III — 1083

le monde en  
**10 18**

place, dans des entreprises capitalistes agricoles, minières ou industrielles, que cette main-d'œuvre était employée pour produire la plus-value indispensable à la vie du Capital (\*).

L'action dissolvante de l'économie monétaire sur les communautés primitives a favorisé dans toutes les civilisations l'accumulation primitive du capital usurier et du capital marchand. Mais elle n'assure pas en elle-même le développement du mode de production capitaliste, du capital industriel.

Par contre, l'action dissolvante de l'économie monétaire sur des communautés primitives déjà confrontées avec le mode de production capitaliste, devient la principale force pour recruter un prolétariat indigène dans les colonies. L'introduction d'une capitation — impôt individuel en argent — dans des régions primitives qui vivent encore dans des conditions d'économie naturelle, a déraciné en Afrique et ailleurs des millions d'indigènes de leurs centres coutumiers et les a obligés à vendre leur force de travail — seule ressource qu'ils possèdent — pour obtenir de l'argent. Lorsque la vente de la force de travail ne s'imposait pas pour obtenir des moyens de subsistance, l'État capitaliste a eu recours à cette forme moderne de contrainte pour pourvoir en prolétaires les bourgeoisies qui se constituent dans les colonies. Car capitalisme et bourgeoisie ne se conçoivent pas sans prolétariat. Selon Alexander Hamilton, la liberté, c'est la liberté d'acquérir des richesses (127). *Mais cette liberté ne peut être affirmée pour une petite partie de la société qu'à condition d'être niée pour l'autre partie, pourtant majoritaire.*

(\*) Voir chapitre IX, § : « Propriété foncière et mode de production capitaliste. »

## CHAPITRE V

### LES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME

#### *Le capital assoiffé de plus-value.*

Le propriétaire d'esclaves leur distribuait de la nourriture et s'appropriait en échange tout le produit de leur travail. Le seigneur féodal s'appropriait les produits du travail gratuit que ses serfs étaient obligés de fournir sous forme de corvée. Le capitaliste achète la force de travail de l'ouvrier pour un salaire inférieur à la valeur nouvelle produite par cet ouvrier. Sous ces formes différentes, les classes possédantes s'approprient toujours le surproduit social, le produit du sur-travail des producteurs.

Le contrat passé en 1634 à Liège entre Antoine de Jelly, maître-tisserand, et Nicolas Cornélis, affirme crûment que celui-ci gagnera « le mitan (la moitié) de ce qu'il travaillera, l'autre mitan restant au profit de maître (\*) ».

L'ouvrier salarié crée une valeur nouvelle au fur et à mesure qu'il emploie sa force de travail pour produire des marchandises dans l'usine de son patron. A un certain moment, il aura produit une valeur nouvelle exactement équivalente à ce qu'il touche comme salaire. S'il s'arrête de travailler à ce moment-là, il n'aura produit aucune plus-

(\*) Les apologistes de l'esclavage n'ont pas manqué de souligner l'analogie entre cette aliénation quotidienne, hebdomadaire, mensuelle, de la force de travail, et l'aliénation à vie que constitue l'esclavage : « Il ne répugne pas essentiellement à la justice et à la raison qu'un homme abandonne à un autre, même pour toute son existence, le travail que tous les jours l'ouvrier engage à son patron, à son maître, pourvu que les droits inaliénables (1) de l'homme soient sauvegardés », écrit en 1742 le capitaine hollandais Elisa Joannes (1).

value. Mais le patron ne l'entend pas ainsi. Il ne veut pas faire de la bienfaisance; il veut faire des affaires. Il n'achète pas la force de travail pour lui assurer sa subsistance; il l'achète comme il achète toute autre marchandise, pour en réaliser la valeur d'usage (2). Et la valeur d'usage de la force de travail, du point de vue du capitaliste, c'est précisément sa faculté de créer de la plus-value, de fournir du surtravail, au-delà du travail nécessaire pour produire l'équivalent de son salaire. Pour être embauché par un patron, l'ouvrier devra travailler plus de temps qu'il ne lui en faut pour produire cet équivalent. Ce faisant, il créera une valeur nouvelle, en échange de laquelle il ne touche plus rien. Il crée de la plus-value, qui est la différence entre la valeur créée par la force de travail et la valeur de la force de travail elle-même.

Le but du capitaliste, c'est l'accumulation du capital, la capitalisation de la plus-value. La nature même de la circulation de l'argent implique ce but. Le capital industriel poursuit cette accumulation de façon encore beaucoup plus insatiable que le capital usurier ou marchand. Il produit pour un marché libre et anonyme, *dominé par les lois de la concurrence*. Sur ce marché, il n'est pas seul à offrir ses produits à d'éventuels clients. Sous le régime de la concurrence, chaque industriel cherche à accaparer une part aussi large que possible du marché. Mais pour réussir, il doit baisser les prix. Il n'y a qu'un moyen d'abaisser les prix de vente sans menacer le profit : réduire le prix de revient, la valeur des marchandises, abréger le temps de travail socialement nécessaire pour les produire, produire davantage de marchandises en un même laps de temps.

« Déjà l'année passée, l'agrandissement de l'entreprise qui n'a duré que quelques mois, a permis de maintenir les profits de nos affaires de ciment au niveau attendu, malgré le fait que la concurrence a considérablement déprimé le prix du ciment. Cette expérience nous renforce dans la décision de compenser la chute croissante des prix que nous prévoyons par une augmentation de la masse de nos

produits », proclame fièrement le rapport annuel d'une cimenterie allemande, au XIX<sup>e</sup> siècle.

Pour accroître ainsi la production, il faut développer l'outillage, rationaliser le processus de production, améliorer la division du travail à l'intérieur de l'entreprise. Tout cela exige l'augmentation du capital. Mais l'augmentation du capital ne peut provenir en dernière analyse que de l'augmentation de la plus-value capitalisée. Sous le fouet de la concurrence, le mode de production capitaliste devient ainsi le premier mode de production dans l'histoire de l'humanité dont le but essentiel apparaît être *l'augmentation illimitée de la production*, l'accumulation constante du capital, par la capitalisation de la plus-value produite au cours même de la production.

La soif de plus-value du capitaliste, ce n'est pas la soif de valeurs d'usage et de luxe des anciennes classes possédantes; seule une fraction restreinte de la plus-value est improductivement consommée pour assurer l'existence du capitaliste. C'est une soif de plus-value à capitaliser, une soif d'accumuler du capital :

« Tout ce système d'appétits et de valeurs, avec sa déification d'une vie qui consiste à accaparer pour amasser, et à amasser pour pouvoir mieux accaparer (3). »

Il n'y a dans cette soif rien d'irrationnel ni de mystique. Les anciennes classes possédantes, qui s'approprièrent le surproduit social essentiellement sous forme de valeurs d'usage, étaient assurées de cette appropriation aussi longtemps que subsistait l'édifice social qui avait pour base cette forme particulière d'exploitation. Elles ne pouvaient être touchées que par des cataclysmes naturels, des guerres ou des révolutions sociales, cataclysmes contre lesquels elles essayaient de se prémunir par la constitution de grandes réserves. La forme prédominante sous laquelle le capital apparaît d'abord dans l'histoire — capital usurier et marchand — se caractérise par la même recherche de *stabilité et de sécurité*. Il est significatif que les achats de rentes effectués par les bourgeois du Moyen Age soient stipulés de façon à assurer des revenus stables, quelles que

soient les fluctuations de la monnaie ou des prix (4). Le type classique du bourgeois à l'époque historique de l'accumulation primitive du capital-argent, l'avare, est hanté par la même soif de sécurité. Ce n'est pas pour le *rendement* de son capital qu'il ressent des craintes, mais pour son *existence*.

Il en va autrement du capitaliste proprement dit, de l'entrepreneur capitaliste. Faisant des affaires pour un marché anonyme, inconnu, non délimité, le risque et l'incertitude dominent ses entreprises. Aujourd'hui, une affaire a réussi; demain une deuxième entreprise peut échouer. Ce n'est pas seulement le fait de la concurrence mais le fait même de la production *libre de tout règlement social global* (\*), qui imprime à l'entreprise capitaliste ce caractère d'incertitude et qui oblige le capitaliste à rechercher le maximum de profit dans chaque affaire particulière, devant le danger permanent qui menace l'ensemble de ses entreprises.

Le propriétaire foncier, le petit producteur marchand, l'acheteur de rentes foncières, trouvent dans la certitude de leurs revenus une raison suffisante de maintenir leurs entreprises dans des *limites* données. L'incertitude du profit capitaliste implique par contre la nécessité d'une *expansion* constante des affaires, expansion qui dépend à son tour d'une accumulation maximum du capital, d'une réalisation maximum de profits. Ainsi se précise l'image du capitaliste, de l'ancêtre médiéval duquel Georges Espinas a tracé ce portrait magistral :

« Réaliser le maximum de gains en payant le minimum de salaires; faire rendre le plus possible aux fabricants (producteurs) en les payant le moins qu'il peut, ou même en les volant le plus possible encore; attirer à lui, aspirer, sucer en quelque sorte tout ce qu'il peut prendre de l'ar-

(\*) Pareil règlement est pour tout l'artisanat précapitaliste, et même pour les débuts du *Verlagsystem* (travail à commandite) dans plusieurs pays. En Carinthie et en Syrie, au milieu du xv<sup>e</sup> siècle, « le duc Frédéric III règle de nouveau la voie à suivre pour le fer, il fixe les prix et les impôts, il limite le nombre de forges et la quantité de fer dont chaque marchand peut disposer, et règle les contrats (les Verträge) (5) ».

gent qui devrait légitimement revenir aux petits patrons (producteurs) par le travail qu'il peut seul leur procurer et qu'ils exécutent pour lui seul encore, tel est évidemment le but incessant des efforts de l'entrepreneur « capitaliste » à son plus grand profit, encore comme au détriment le plus extrême des gens qu'il emploie : telle une araignée au centre de sa toile. Pour exercer ce système « suant », tous les moyens lui sont bons et toutes les circonstances lui sont favorables; il sait tirer parti de tout; il trompe sur la matière, il rompt les marchés et vole sur les salaires; les affaires, c'est l'argent des autres (6). »

#### *La prolongation de la journée de travail.*

Soif de plus-value, c'est soif de surtravail, de travail non payé, au-delà du travail qui produit la contre-valeur des moyens de subsistance. Pour obtenir davantage de surtravail, les capitalistes peuvent tout d'abord prolonger la journée de travail au maximum, sans augmenter le salaire quotidien. Si l'on présume que l'ouvrier produit en 5 heures l'équivalent de son salaire, la prolongation de la journée de travail de 10 à 12 heures sans augmentation de salaire accroîtra le surtravail de 5 à 7 heures par jour, soit de 40 %. Cette forme d'augmentation de la plus-value est appelée *augmentation de la plus-value absolue*.

Dans toute société où l'appropriation de valeurs d'usage reste le but fondamental de la production, aussi bien pour les producteurs que pour les exploités, l'extension constante de la journée de travail apparaîtrait comme une entreprise absurde. La limitation des besoins et des marchés impose une limite non moins étroite à la production. Aussi longtemps que l'esclavage antique était un esclavage patriarcal, dans des domaines qui se suffisaient à eux-mêmes, le sort des esclaves était fort supportable, et au fond peu différent de celui des parents pauvres de la famille domaniale. Ce n'est que quand l'esclavage antique devint la base d'une production pour le marché que le traitement barbare d'esclaves se généralisa (7).

point de vue de leur signification historique générale, par rapport au développement des forces productives, ou qu'on les considère par rapport à la *forme spécifique* qu'elles prennent sous le mode de production capitaliste.

L'augmentation de la masse des instruments de travail mis en mouvement par le travail vivant dans le processus de production; la diminution de la partie de la journée de travail consacrée à la production des subsistances pures et simples (à la production du produit nécessaire); la diminution de la richesse annuellement produite par rapport à la richesse graduellement accumulée par la société, voilà des indices généraux de progrès de la civilisation, de développement élevé des forces productives, dans n'importe quelle société, y compris dans une société socialiste.

La force spécifique sous laquelle ces tendances se présentent en régime capitaliste, c'est la *forme antagoniste*. L'augmentation du surproduit social par rapport au produit nécessaire n'aboutit pas à une augmentation prodigieuse du bien-être et de confort pour l'ensemble de la société, mais à une augmentation du *surtravail approprié par des classes possédantes*, à l'accroissement du degré d'exploitation de la classe ouvrière. La diminution du rapport entre la richesse nouvelle annuellement créée et la richesse sociale accumulée, ne signifie pas que l'humanité peut vivre de plus en plus exclusivement de cette richesse accumulée, ne signifie pas un accroissement constant des loisirs, mais devient au contraire une source périodique de convulsions, de crises et de chômage. L'accroissement de la masse du travail mort par rapport au travail vivant ne signifie pas une économie croissante de travail humain mais la création d'une vaste armée de réserve industrielle, sous la pression de laquelle la consommation des producteurs reste limitée au produit nécessaire, et leur effort physique se prolonge ou s'intensifie. C'est cette forme antagoniste que prennent les tendances de développement du régime capitaliste qui détermine l'inévitabilité de sa destruction.

*La contradiction suprême du régime capitaliste.*

Toutes les contradictions du mode de production capitaliste peuvent être résumées dans la contradiction générale et fondamentale : la contradiction entre la *socialisation effective de la production* et la *forme privée, capitaliste, de l'appropriation*.

La socialisation de la production sous le régime capitaliste représente l'effet historique le plus important, le plus progressiste, de la généralisation du mode de production capitaliste. A la fragmentation de la société patriarcale, esclavagiste, féodale, en des milliers de petites cellules de production et de consommation indépendantes les unes des autres, entre lesquelles n'existent que des liens (notamment des liens d'échange) rudimentaires, se substitue l'*universalité des relations humaines*. La division du travail se généralise et se perfectionne, non seulement dans un pays mais à l'échelle mondiale. Personne ne produit plus en premier lieu des valeurs d'usage pour sa propre consommation. Le travail de chacun est indispensable à la survie de tous, dans la mesure [où] chacun ne peut survivre que grâce au travail de milliers et de milliers d'autres hommes. Le travail individuel ne subsiste plus qu'en tant que parcelle infime du travail social. C'est le travail objectivement coopérateur de tous les hommes qui fait fonctionner ou maintient en mouvement la production du capitalisme moderne. Cette production se trouve donc objectivement socialisée, entraînant l'ensemble de l'humanité dans son orbite.

La socialisation de la production sous le régime capitaliste permet un développement énorme des forces productives. L'accroissement du capital constant, avant tout de la masse des machines et de l'outillage de l'industrie et des transports, n'est possible que par le développement extrême de la division du travail. Cet essor prodigieux des forces productives est implicitement contenu dans l'accroissement de la composition organique du capital, dans la

concentration du capital, dans l'extension constante de la base du mode de production capitaliste qui tend à conquérir le monde entier. Il implique un développement non moins prodigieux des besoins humains, une première prise de conscience des possibilités d'un développement universel de tous les hommes.

Mais cette socialisation de la production, qui transforme le travail de toute l'humanité en travail objectivement coopérateur, n'est pas régularisée, dirigée, gérée selon un plan conscient. Elle est réglée par des forces aveugles, les « lois du marché », en fait les oscillations du taux de profit et le jeu de péréquation du taux de profit, la forme particulière que prend la loi de la valeur en régime capitaliste. C'est pourquoi l'ensemble de la production objectivement socialisée se développe indépendamment des besoins humains qu'elle a elle-même suscités, aiguillée seulement par la soif de profit des capitalistes.

La forme privée de l'appropriation fait du profit le seul but et moteur de la production. Elle donne un caractère inégal et spasmodique au développement des forces productives. La production se développe par bonds, non pas dans les secteurs où subsistent les besoins réels les plus pressants, mais bien dans les secteurs où les profits les plus élevés peuvent être réalisés. La production de boissons alcoolisées, de *comic books* et de stupéfiants passe avant la lutte contre la pollution de l'air, la conservation des ressources naturelles, voire la construction d'écoles et d'hôpitaux (88). Dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui, on dépense plus d'argent pour le pari mutuel que pour la lutte contre le cancer, la poliomyélite et l'artériosclérose... La forme privée de l'appropriation du surproduit social, de la plus-value, détermine le caractère *anarchique* de la production capitaliste. La sous-production dans un secteur coïncide constamment avec la surproduction dans un autre secteur, jusqu'à ce que la surproduction générale et la crise corrigent périodiquement les méfaits de cette anarchie. Le déséquilibre, la disproportion entre les différents secteurs de la production sont les éléments inévitables de

cette anarchie. La répartition du travail humain entre les différents secteurs de la production ne correspond jamais exactement à la répartition du pouvoir d'achat pour les produits de ces secteurs. Quand cette disproportion devient trop violente, elle se résout en crise, qui conduit à un nouvel équilibre passager et éphémère.

La contradiction entre la socialisation de fait de la production capitaliste et la forme privée de l'appropriation se manifeste comme contradiction entre la tendance au développement illimité des forces productives et les limites étroites dans lesquelles reste enfermée la consommation. Le mode de production capitaliste est ainsi le premier dans lequel la production semble se détacher complètement de la consommation, dans lequel la production semble devenir un but en soi. Mais les crises périodiques lui rappellent durement que la production ne peut pas, à la longue, se détacher complètement des possibilités de consommation solvable de la société.

#### *Travail libre et travail aliéné.*

Le producteur d'une société primitive ne sépare généralement pas son activité productive, « le travail », de ses autres activités humaines. Certes, ce degré élevé d'intégration de toute son existence exprime davantage la pauvreté de la société et le caractère extrêmement étroit de ses besoins, qu'un effort conscient vers le développement universel de toutes les possibilités humaines. La tyrannie qu'il subit est celle des forces de la nature. Elle implique une mauvaise conscience du milieu naturel, la soumission dégradante à la magie, un développement primitif de la pensée. Mais l'effet de cette dégradation est fortement atténué par le niveau élevé de solidarité et de coopération sociales. L'intégration de l'individu et de la société s'effectue de façon relativement harmonieuse. Lorsque le milieu naturel n'est pas trop hostile, le travail se combine avec la joie du corps et de l'esprit. Il satisfait à la fois les

besoins physiques et sociaux, esthétiques et moraux (\*).

A mesure que s'accroissent les forces productives, l'humanité se libère progressivement de la tyrannie des forces de la nature. Elle prend conscience de son milieu naturel et apprend à le modifier d'après ses propres fins. Elle se soumet des forces qu'elle était jadis condamnée à subir plus ou moins passivement. Ainsi commence la marche triomphante de la science et des techniques scientifiques, qui fera de l'homme le maître de la nature et de l'univers.

Mais l'humanité paie une rançon très dure pour ce progrès émancipateur. Le passage d'une société de pauvreté absolue à une société de pénurie relative est en même temps le passage d'une société harmonieusement unie à une société divisée en classes. Avec l'apparition de loisirs individuels au profit d'une minorité de la société apparaît également le temps aliénés, le temps de travail servile, le travail gratuit fourni pour autrui par la majeure partie de la société. A mesure que l'homme se libère de la tyrannie des forces de la nature, il subit de plus en plus la tyrannie de forces sociales aveugles, la tyrannie d'autres hommes (esclavage, servage) ou la tyrannie de ses propres produits (petite production marchande et production capitaliste).

Le caractère aliéné du travail servile ne demande pas de développements. L'esclave et le serf ne sont plus maîtres de leur vie et de la majeure partie de leur temps. Ce n'est pas seulement le libre développement de leur personnalité, c'est en général tout développement qui leur est interdit par leur condition sociale. Mais le travail dans la société capitaliste est lui aussi un travail aliéné, implique lui aussi l'aliénation humaine à un degré extrême.

Cette aliénation apparaît avant tout comme une séparation radicale entre le travail et toutes les activités humaines non « économiques ». L'écrasante majorité des citoyens d'une société capitaliste ne travaillent pas parce qu'ils

(\*) Voir par exemple la description du *dokpwé*, travail exécuté en commun à Dahomey (89).

aiment leur métier, parce qu'ils se réalisent grâce à leur travail, parce qu'ils le considèrent, comme une condition nécessaire et suffisante au développement de leurs capacités physiques, intellectuelles et morales. Ils travaillent au contraire *par nécessité, pour pouvoir satisfaire leurs besoins humains en dehors du travail*. Au début du régime capitaliste — et aujourd'hui encore dans une large partie du tiers-monde — ces besoins sont d'ailleurs réduits au niveau presque animal de subsistance et de reproduction physique. Au fur et à mesure qu'ils s'élargissent, que la durée du temps de travail se réduit, l'opposition entre le « temps perdu » et le « temps regagné » n'en devient que plus frappante et plus aiguë.

L'aliénation s'exprime ensuite par la perte totale de contrôle du travailleur sur ses conditions de travail, sur ses instruments de travail, sur le produit de son travail. Cette perte de contrôle s'accroît précisément au fur et à mesure que l'augmentation de la plus-value relative se substitue à l'augmentation de la plus-value absolue, que la journée de travail se raccourcit mais au prix d'une intensification et d'une mécanisation de plus en plus inhumaine de ce même travail.

Le travail continu (qui fait perdre aux travailleurs jusqu'au rythme normal de la succession des jours et des nuits), la chaîne et la semi-automatisation, l'éclatement des anciennes qualifications, la généralisation des ouvriers spécialisés sont autant d'étapes de cette aliénation. Au bout de cette évolution le travailleur n'est plus qu'un infime chaînon de deux mécaniques monstrueuses, la machine proprement dite, c'est-à-dire les instruments de travail qui l'écrasent (\*), et la machine sociale qui ne l'écrase pas moins de ses ordres, de sa hiérarchie, de ses commandes, de ses amendes et de son insécurité organisée. A l'écrasement qui broie l'individu se joint l'ennui dégagé par le travail mécanisé, ennui qui finit par saper les forces

(\*) Au sens littéral (l'accroissement énorme des accidents de travail) et figuré du terme.

vitales de l'ouvrier et auquel succomberont aussi de plus en plus les employés, au fur et à mesure que le travail de bureau se mécanise lui aussi (\*).

L'aliénation s'exprime enfin par le trait de la commercialisation et de l'atomisation universelles de la société capitaliste. Tout se vend et tout s'achète. La lutte de tous contre tous implique la négation des mobiles d'action les plus fondamentaux et les plus caractéristiques de l'humanité : la protection des faibles, des vieillards et des enfants; la solidarité de groupe; le désir de coopération et d'entraide; l'amour du prochain. Toutes les qualités, toutes les aspirations, toutes les possibilités humaines ne peuvent plus se réaliser qu'à travers l'acquisition de choses ou de services sur le marché, acquisition que le capitalisme tend de plus en plus à commercialiser, donc à niveler et à mécaniser. Ainsi, la réduction du temps de travail est accompagnée bien moins d'un accroissement de loisirs individuels humanisés et humanisants, que de loisirs de plus en plus commercialisés et déshumanisés.

Récemment, quelques pasteurs et vicaires protestants d'Allemagne occidentale, suivant l'exemple des prêtres-ouvriers catholiques, ont travaillé pendant plusieurs mois dans de grandes usines. Ils ont à cette occasion donné un aperçu frappant du caractère aliéné du travail capitaliste :

« L'attitude (des ouvriers) envers le travail est généralement négative, à l'exception de celle de quelques artisans, pour lesquels la qualification acquise et l'expérience constamment gagnée jouent encore un certain rôle. Pour les autres, le travail à l'usine est considéré comme un *mal nécessaire*. L'emploi est « l'ennemi » du travailleur, au-

(\*) « Un ouvrier semi-spécialisé découvre, après 25 ans de travail pénible, que le gamin de 17 ans installé à la machine voisine touche à quelques francs près le même salaire horaire que lui. D'ailleurs, les milliers qui l'entourent gagnent tous peu à peu la même chose. Et le geste toujours recommencé qu'il exécute pendant des heures devient insupportablement ennuyeux. Il pense à son père probablement plus pauvre que lui, mais qui au moins était fier des tonneaux qu'il fabriquait. Maintenant, toute l'intelligence est dans la machine et c'est elle qui est un objet de fierté. Peut-être le règlement lui interdit-il même de parler à son voisin ou d'aller boire une gorgée d'eau en dehors de la pause (90). »

quel il *doit se soumettre* quotidiennement pendant longtemps, — avec tout ce que cela implique : les machines qu'il doit *servir*; la hiérarchie de l'entreprise, du chef d'équipe jusqu'à la direction, à laquelle il est *livré* sans possibilité de discussion (la « co-gestion », c'est-à-dire le conseil d'entreprise, ne joue pratiquement pas de rôle dans nos entreprises); mais également les compagnons de travail, dans la mesure où ils ne sont, eux aussi, que des parties intégrantes de tout cet univers auquel on accède *récalcitrant au début* de sa pause, et qu'on quitte *comme en s'évadant* à la fin de cette pause...

« *Le temps passé à l'entreprise est considéré comme une perte de la vie.*

« ... Le mode et la forme du travail (travail physique épuisant, ou simplement surveillance de processus mécaniques) ne jouent pas un rôle aussi grand que leur valorisation sociale, qui s'exprime également dans les entreprises que nous avons appris à connaître, par la *mise sous tutelle* de l'ouvrier *en tant qu'objet de décisions qu'on prend à son sujet*...

« L'ouvrier est incontestablement — malgré le syndicat et la loi sur les conseils d'entreprises — la partie la plus faible de notre système économique : les fluctuations, les arrêts temporaires et les crises le frappent comme première victime, en remettant en question son emploi, alors qu'ils peuvent être amortis sans grands dégâts humains pour les autres facteurs du processus de production. *Le sentiment de l'insécurité d'existence* et de la *dépendance totale d'une évolution arbitraire* de notre économie d'entrepreneur n'est dans aucune autre couche sociale aussi élevé que dans celle-ci... Sans aucun doute le changement urgent et désirable de la conscience sociale des ouvriers n'est-il concevable qu'en rapport avec le changement réel de leur situation sociale (nous soulignons) (91) (\*). »

(\*) Voir l'analyse, en tous points semblable, de la situation ouvrière en France, dans : A. Andrieux et J. Lignon : *L'Ouvrier d'aujourd'hui*.



*La lutte de classe.*

Depuis que la division de la société en classes existe, les hommes ne se sont pas résignés au règne de l'injustice sociale sous le prétexte que celle-ci pouvait être considérée comme une étape inévitable du progrès social. Les producteurs n'ont guère accepté comme normal ou naturel que le surproduit de leur travail soit accaparé par des classes possédantes, qui obtiennent ainsi un monopole des loisirs et de la culture. Toujours et sans cesse, ils se sont révoltés contre cet ordre de choses. Et sans cesse, les esprits les plus généreux des classes possédantes se sont, eux aussi efforcés de condamner l'inégalité sociale et de se joindre à la lutte des exploités contre l'exploitation. L'histoire de l'humanité n'est qu'une longue suite de luttes de classes.

L'aube de la société de classe est marquée par des révoltes d'esclaves. Seule, la révolte de Spartacus et les révoltes d'esclaves en Sicile sous Verrès sont généralement connues. Mais vers la même époque, il y eut la révolte des 40 000 esclaves travaillant dans les mines en Espagne, la révolte des esclaves de Macédoine et de Délos et, un demi-siècle plus tôt, la grande révolte des mineurs de Laurium, en Grèce (92). A partir du III<sup>e</sup> siècle de notre ère, une vaste révolte d'esclaves et de paysans appauvris s'étend sur toute la partie occidentale de l'Empire romain (mouvement des « bagaudae ») et de l'Afrique du Nord (mouvement des « donatistes »). On a généralement sous-estimé l'importance du rôle de ces révoltes dans l'écroulement de l'Empire romain (93). L'esprit dont elles étaient animées a été nettement saisi par le chroniqueur arabe Abou Zakaria, qui écrit ce qui suit au sujet des donatistes :

« Ils haïssent les maîtres et les riches, et quand ils rencontrent un maître monté sur son chariot et entouré de ses esclaves, ils le font descendre, font monter les esclaves dans le char, et forcent le maître à courir à pied. Ils se vantent d'être venus pour rétablir l'égalité sur la terre, et ils appellent les esclaves à la liberté (94). »

Les invasions des Visigoths dans l'Empire byzantin furent de même accompagnées de révoltes d'esclaves, notamment de celles des mineurs de Thrace (95). Plus tard (820-823) éclate une nouvelle et terrible révolte dans l'Empire byzantin aidée par les petites gens que l'armée de l'empereur Michel II ne peut écraser qu'après trois années de campagne militaire.

A la même époque, une armée d'esclaves noirs utilisés par les Arabes pour assécher le Shatt-el-Arab se révolte (868) et tient tête pendant 15 ans aux attaques des armées impériales. Et lorsque le capital commercial et manufacturier fit renaître dans les pays d'outre-mer l'esclavage sous ses formes les plus abjectes, il y eut de nombreuses insurrections, comme celle dirigée par Sourapati, sur l'île de Java (1690-1710), celle des Indiens de Bolivie (1686, 1695, 1704, 1742 et 1767), et celle des Jacobins Noirs de l'île de Haïti (96).

Les paysans écrasés par la corvée ou la rente agraire ont eux aussi essayé maintes fois de se libérer du joug de l'exploitation. Toute l'histoire de l'Antiquité, celle d'Égypte, de Judée, d'Athènes et de Rome, est remplie de mouvements insurrectionnels de paysans contre l'usure, l'endettement et la concentration de la propriété. Dans l'empire perse des Sassanides s'est produit aux V<sup>e</sup>-VI<sup>e</sup> siècles de notre ère le mouvement des *Mazdékiens* qui réclament la communauté des biens, l'abolition de tous les privilèges et l'interdiction de tuer tout être vivant. C'est sans doute pourquoi les historiens au service des classes possédantes les appellent « barbares » et « dénaturés ».

Tout au long de l'histoire chinoise, les dynasties régnantes ont été renversées par des révoltes de paysans opprimés. Les dynasties des Han et des Ming étaient elles-mêmes des dynasties de chefs paysans, qui s'efforcèrent à l'origine de combattre non seulement la propriété foncière mais même le capital usurier et marchand (97). Le XIV<sup>e</sup> siècle, en Europe occidentale, est marqué par des « jacqueries » dans presque tous les pays : France, Grande-Bretagne, Flandre, Bohême, Espagne, etc. Le XVI<sup>e</sup> siècle voit le

développement de la grande guerre des paysans allemands et de tendances sociales analogues dans les villes, où les idées révolutionnaires les plus hardies se manifestent chez Thomas Münzer et les anabaptistes. L'histoire du Japon du XVII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle est marquée par de longues séries d'insurrections paysannes contre l'exploitation accrue dont la paysannerie était victime par suite de la généralisation de l'économie monétaire. On ne compte pas moins de 1 100 insurrections entre l'année 1603 et l'année 1863 (98).

Enfin, les petits artisans, leurs compagnons et leurs valets, ancêtres du prolétariat moderne, se sont insurgés et contre l'absence de droits politiques dans les grands centres urbains, et contre l'exploitation dont ils étaient victimes de la part du capital marchand (\*). Ce ne sont pas seulement les artisans des villes flamandes italiennes du Moyen Age qui ont mené de tels combats, mais aussi les artisans des villes de l'Islam dont le puissant mouvement international des Quarantes avait réuni toutes les idées progressistes de son temps au IX<sup>e</sup> siècle de notre ère, et se prolongea dans quelques insurrections de guildes urbaines en Anatolie et à Istanbul jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle (100). Ce mouvement a même réussi à établir un État communiste à Bahrein et au Yémen qui survécut pendant plus de cent ans (du XI<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle). »

Pourquoi tous ces mouvements ont-ils échoué en fait dans la tentative d'abolir l'inégalité sociale, soit qu'ils aient été vaincus, soit qu'une fois victorieux, ils aient eux-mêmes reproduit des conditions sociales analogues à celles contre lesquelles ils s'étaient révoltés (\*\*)? Parce que les conditions matérielles n'étaient guère mûres pour

(\*) La première grève ouvrière que nous rapporte l'histoire est celle d'ouvriers égyptiens travaillant vers 1165 avant notre ère, sous Ramsès III, à Dér el-Medîne, sur la rive ouest du Nil, près de Thèbes (99).

(\*\*) On peut citer à ce sujet l'évolution des monastères catholiques où fut d'abord instaurée la communauté des biens, et celle de la ville de Tabor. Lors de la formation de cette ville, il fallait abandonner tous ses biens dans des « tombeaux publics », mais la petite production marchande réapparut quelques années plus tard (101).

l'abolition de l'exploitation et de l'inégalité sociales.

L'absence de classes dans la préhistoire humaine s'explique par le fait que le produit social est en gros égal au produit nécessaire. La division de la société en classes correspond à un développement des forces productives qui permet déjà la constitution d'un certain surproduit, mais pas encore d'un surproduit suffisamment grand pour assurer l'ensemble de la société les loisirs nécessaires à l'exercice des fonctions d'accumulation sociale. Sur la base d'un tel développement insuffisant des forces productives, la réapparition de l'inégalité sociale, de la division de la société en classes, même là où cette division fut momentanément supprimée, ne peut pas être évitée à la longue.

C'est le mode de production capitaliste qui, par l'essor prodigieux qu'il assure aux forces productives, crée pour la première fois dans l'histoire les conditions économiques pour la suppression de toute société de classe. Le surproduit social suffirait pour réduire à l'extrême le temps de travail de tous les hommes, ce qui assurerait un essor de culture qui permettrait l'exercice des fonctions d'accumulation (et de gestion) par l'ensemble de la société. Les classes dominantes perdent ainsi toute raison d'être historique. L'organisation consciente du travail, déjà objectivement socialisée par le capitalisme, devient une condition indispensable pour un nouveau développement global des forces productives.

Le développement du mode de production capitaliste ne crée pas seulement les conditions économiques pour la suppression de la société de classe. Il en crée également les conditions sociales. Il produit une classe qui acquiert un intérêt majeur à la suppression de toute forme de propriété privée des moyens de production parce qu'elle n'en possède plus aucune. Cette classe réunit en même temps entre ses mains toutes les fonctions productives de la société moderne. De par sa concentration dans la grande usine, elle acquiert par instinct et expérience la certitude qu'elle ne peut défendre son sort qu'en groupant ses forces,

qu'en exerçant ses grandes qualités d'*organisation*, de *coopération* et de *solidarité*. D'abord, elle utilise ces qualités pour enlever au patronat une part plus grande de la valeur nouvelle qu'elle crée. Elle lutte pour la limitation de la journée de travail et pour l'augmentation des salaires. Mais bientôt elle apprend que cette lutte ne se révèle à la longue efficace qu'à condition de faire face à l'ensemble de la domination du Capital et de son État (\*). La lutte de classe du prolétariat moderne se développe alors en mouvement politique, mouvement pour la suppression de la propriété capitaliste, pour la socialisation des moyens de production et d'échange, pour l'avènement d'une société socialiste sans classes.

(\*) Dans *The Town Labourer*, J. L. et B. Hammond décrivent de manière frappante comment l'État est tout entier au service du Capital au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans les districts de Caerphilly et de Merthyr Tydfill, les seuls magistrats furent deux maîtres de forge qui devaient constamment juger (1) leurs propres salariés. Ces mêmes magistrats étaient responsables de l'application des lois... leur interdisant (1) le *truck system*. Les mêmes auteurs décrivent les mouvements des troupes dans les régions industrielles « qui ressemblèrent à un pays sous occupation militaire...; les soldats furent déplacés d'après les fluctuations des salaires et de l'emploi (102) ».

## RÉFÉRENCES

TRAITÉ D'ÉCONOMIE  
MARXISTE

PAR

ERNEST MANDEL

*Tome III*

**10 18**

JULLIARD

## CHAPITRE XI

# LES CRISES PÉRIODIQUES

### *Crises précapitalistes et crises capitalistes.*

La crise économique, c'est l'interruption du processus normal de reproduction. La base humaine et matérielle de la reproduction, la masse de main-d'œuvre productive et la masse d'instruments de travail effectivement employée, se rétrécissent. Il en résulte une baisse de la consommation humaine et une baisse de la consommation productive, c'est-à-dire une diminution du travail vivant et du travail mort à la disposition de la production au cours du cycle suivant. Ainsi, la crise se reproduit elle-même sous forme de spirale. L'interruption du processus normal de reproduction diminue à son tour la base de départ de celui-ci.

Dans les sociétés précapitalistes, les crises se présentent sous la forme de *destruction matérielle* des éléments de la reproduction élargie ou simple, par suite de catastrophes naturelles ou sociales :

« Avant et même pendant le xviii<sup>e</sup> siècle, les récoltes, les guerres, les épidémies, etc. étaient plus importantes, dans le sens absolu et relatif (que les fluctuations des affaires) (1). »

Les guerres, la peste et d'autres épidémies, les inondations, la sécheresse, les tremblements de terre, détruisent les forces productives de la société, les producteurs et les moyens de production. La dépopulation et la famine se déterminent l'une

l'autre et aboutissent à une diminution globale de la production courante et des réserves sociales. Comme l'agriculture est la base de toute reproduction élargie, c'est avant tout une diminution de la production agricole, une diminution du rendement du travail agricole, qui se trouve à l'origine de la crise précapitaliste. Cette diminution provient généralement de facteurs extra-économiques (2). Des causes inhérentes au mode de production — épuisement progressif du sol, sans possibilités d'étendre la culture sur des terres nouvelles; fuite des producteurs devant l'exploitation croissante — peuvent cependant dans certaines conditions remplacer les catastrophes extra-économiques comme causes de ces crises.

Il en va autrement dans la société capitaliste. Ici, la destruction matérielle des éléments de production n'apparaît pas comme la cause mais comme la conséquence de la crise. Ce n'est pas parce qu'il y a moins de travailleurs engagés dans la production qu'il y a crise; c'est parce que la crise éclate qu'il y a moins d'hommes au travail. Ce n'est pas parce que la faim s'installe dans les ménages que le rendement du travail diminue et que la crise éclate; c'est parce que la crise éclate que la faim s'installe dans les ménages.

La crise précapitaliste est une crise de *sous-production de valeurs d'usage*. Elle s'explique par un degré insuffisant de développement de la production, par l'insuffisance de l'échange et du système de transport. Pareille crise, dans une province ou dans un pays, peut coïncider avec des conditions normales de reproduction dans une province ou un pays voisins. Par contre, la crise capitaliste est une crise de *surproduction de valeurs d'échange*. Elle s'explique par l'insuffisance, non de la production ou de la capacité physique de consommation, mais de la *consommation payante*. Une abondance relative de marchandises ne trouve pas son équivalent sur le marché, ne peut pas réaliser sa valeur d'échange, reste invendable et entraîne la ruine de ses propriétaires.

Contrairement à la crise précapitaliste, la crise de l'époque capitaliste présuppose donc l'universalisation de la production de marchandises. Alors que celle-là est par définition locale et

limitée dans l'espace, celle-ci est par définition générale et englobe la plupart des pays réunis dans le système capitaliste de production et d'échange de marchandise (\*):

« Tandis que les crises de l'Ancien Régime apparaissaient comme des phénomènes de pénurie subitement ressentie et que même pendant des millénaires, la notion de crise était liée à la sous-production et à la famine... les crises d'après la Révolution se manifestent toujours, sauf pendant l'évolution des guerres, comme des phénomènes de surabondance, à caractère explosif, c'est-à-dire conduisant eux aussi à de profonds bouleversements sociaux (3). »

#### *Possibilité générale des crises capitalistes.*

Ce type nouveau de crise, dit crise de surproduction, semble résulter des caractéristiques mêmes de la marchandise et du développement général de la production de marchandises. La contradiction inhérente à la marchandise, contradiction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, aboutit en effet au *dédoublé de la marchandise en marchandise et en argent*. C'est ce dédoublement qui crée la possibilité générale des crises capitalistes.

Aussi longtemps que la société produit essentiellement des valeurs d'usage, une situation « d'abondance au milieu de la détresse », de masses de valeurs d'usage, détruites alors même que des masses d'hommes sont condamnées à l'indigence, ne peut guère se présenter. L'appropriation directe des valeurs d'usage par les consommateurs empêche pareille coïncidence paradoxale. Mais dès que la production de marchandises se généralise, cette appropriation directe devient impossible. Pour consommer dorénavant une marchandise, il faut posséder l'équivalent de sa valeur d'échange. Pour s'approprier des valeurs d'usage, il faut pouvoir les *acheter*.

(\*) Cela ne signifie naturellement pas que toutes les crises de l'époque capitaliste doivent nécessairement se manifester dans tous les pays. L'universalité de la crise capitaliste n'est qu'une dominante, non une règle absolue et mécanique.

Dès lors, des crises de surproduction sont théoriquement possibles. Pour qu'elles se produisent, il suffirait que, pour une raison quelconque, les propriétaires de marchandises ne puissent plus rencontrer des clients qui possèdent suffisamment de capitaux-argent pour réaliser la valeur d'échange de leurs marchandises. Le système du commerce et du crédit tend à surplomber temporairement la séparation de la marchandise et de son équivalent en argent. Mais plus ce pont s'allonge dans le temps et dans l'espace, plus le commerce et le crédit réunissent l'ensemble des pays dans un système commun, plus ils accentuent la contradiction inhérente à la marchandise et à son dédoublement.

Si pendant la circulation des marchandises, le prix de production de celles-ci se modifie, notamment par suite de l'introduction de nouveaux procédés de travail, de l'accentuation de la concurrence, de la baisse du taux moyen de profit, une multitude de marchandises ne trouvent plus leur équivalent sur le marché, une multitude de créances ne peuvent plus être couvertes. Il suffit qu'un revenu ne soit pas dépensé aujourd'hui mais demain, pour qu'il ne puisse plus acheter la même quantité de marchandises, si leurs prix ont entre-temps augmenté (4). La contradiction entre la marchandise et l'équivalent en argent qu'elle doit rencontrer sur le marché se développe ainsi en une contradiction entre l'argent, moyen de circulation, et l'argent, moyen de paiement, contradiction qui aboutit à son tour à la contradiction entre l'ensemble du processus de circulation des marchandises et le processus de reproduction.

#### *La loi des débouchés.*

L'économie politique vulgaire avait opposé à cette analyse des possibilités théoriques de la surproduction, la notion de la valeur des marchandises égale par définition aux revenus des différentes classes de la société qui participent à titres divers à la production de ces marchandises. Elle en avait déduit que toute production de marchandises est en même temps production de revenus capables d'absorber les marchandises pro-

duites. Ainsi se trouva établie la fameuse « loi des débouchés » injustement appelée « loi de Say », puisque sa découverte n'est pas due à l'économiste français J.-B. Say mais bien à l'économiste anglais James Mill, le père de John Stuart Mill. Cette « loi des débouchés » ne laisse pas de place à une surproduction généralisée; elle permet tout au plus l'existence d'une surproduction partielle, surproduction dans certains secteurs, accompagnante d'une sous-production dans d'autres secteurs, du fait de la mauvaise distribution des « facteurs de production » entre les différents secteurs de l'économie.

L'erreur de la loi des débouchés provient du fait qu'elle néglige le *facteur temps*, c'est-à-dire qu'elle présente un système statique et immuable à la place du système capitaliste dynamique (\*). Nous savons déjà que pendant la période qui s'intercale entre la production et la vente, les prix des marchandises peuvent osciller dans les deux sens, créant ainsi soit un reliquat de revenus, soit un reliquat de marchandises sans contre-valeur en argent sur le marché (\*\*).

D'autre part, les revenus distribués pendant un laps de temps ne seront pas nécessairement utilisés pour l'achat de marchandises pendant la même époque; seuls les revenus des salariés qui sont destinés à l'achat de biens de consommation non durables obéissent à cette règle. Il n'en va pas ainsi des revenus capitalistes qui tendent à être accumulés, ni de la fraction de la valeur des marchandises qui ne représente pas un revenu mais la contre-valeur du capital constant usé. Il n'y a aucune force qui oblige les capitalistes à investir ces masses d'argent immédiatement — c'est-à-dire à les employer tout de suite comme pouvoir d'achat pour acquérir une catégorie déterminée de marchandises. Lorsque les capitalistes n'escomptent pas une augmentation, mais plutôt une chute de leurs profits, ils peuvent fort bien remettre ces dépenses à demain. La thésaurisation des revenus, l'épargne non produc-

(\*) Ceci est notamment admis par Guitton (5).

(\*\*) Marx précise qu'il n'y a aucune unité automatique, immédiate, entre production et mise en valeur dans le capitalisme. Cette unité ne résulte que d'un processus et est liée à une série de conditions (6).

tive, peuvent donc créer un reliquat de revenus qui sera parallèle à une surproduction de certaines marchandises (7). Ceci entraîne une première diminution de l'emploi qui peut provoquer une surproduction se généralisant dans tous les secteurs de l'économie, ce qui produira une seconde réduction de l'emploi, et ainsi de suite.

En fait, la « loi des débouchés » n'apparaît valable que :

- a) si l'on supprime tous les problèmes d'investissements;
- b) et tous les problèmes de crédit;
- c) si l'on postule la vente immédiate et au comptant de toutes les marchandises produites,
- d) la stabilité parfaite de la valeur de ces marchandises et
- e) l'absence de toute différence de productivité entre différentes entreprises.

Ces hypothèses reviennent à dire que la production n'est pas une production capitaliste, aiguillonnée par la soif du profit et la concurrence, mais une petite production marchande.

Même dans ce cas, les phénomènes monétaires peuvent briser l'équilibre parfait entre revenus et valeurs de marchandises. La loi des débouchés n'est donc réellement valable que dans la mesure où il s'agit d'une économie naturelle (8). Ainsi, nous rejoignons simplement la thèse établie au début de ce chapitre, selon laquelle une société produisant des valeurs d'usage ne peut connaître de « surproduction ».

#### *La marche cyclique de l'économie capitaliste.*

L'augmentation de la composition organique du capital et la chute tendancielle du taux moyen de profit conditionnée par elle, sont des lois de développement générales du mode de production capitaliste. En entraînant une modification périodique du prix de production des marchandises, elles créent la possibilité théorique des crises générales de surproduction si l'on admet un intervalle entre la production et la vente des marchandises. Le mode de production capitaliste acquiert

ainsi ce rythme de développement *inégal, inconstant*, par bonds suivis de temps d'arrêt et de recul, qui le caractérise.

L'introduction de nouvelles machines, de nouveaux procédés de production, ne modifie pas le prix de production de façon imperceptible, au jour le jour. Elle le modifie par chocs, à intervalles plus ou moins réguliers, lorsque la société constate *après coup* que trop de travail social a été dépensé pour la production de marchandises déterminées. Ceci provient, abstraction faite de tout autre facteur, du cycle de rotation du capital fixe, qui englobe toute une succession de cycles de production et de rotation du capital circulant. Keynes affirme :

« Il y a certaines raisons, d'abord la longévité des capitaux durables, combinés avec le rythme normal de leur accumulation, ensuite les coûts de conservation des excédents de stocks, qui expliquent que la période descendante... n'oscille pas par exemple entre 1 et 10 ans, mais qu'elle témoigne d'une certaine régularité (9). »

De nombreux autres auteurs expriment la même opinion, notamment Aftalion, Pigou, Schumpeter, etc (10). Le facteur « intervalle » joue de même en matière agricole. Il y a un écart entre le moment où, sur la base de prix favorables, on décide d'accroître la culture d'un certain produit, et le moment où cette décision provoque effectivement un accroissement de la production (11) (\*).

D'autre part, une certaine période doit s'écouler avant que le marché ne puisse réagir devant l'introduction de nouveaux procédés de production, c'est-à-dire avant qu'on ne puisse déterminer si ces procédés continuent à rapporter à leurs initiateurs des surprofits, ou s'ils aboutissent au contraire à un abaissement général des prix de production. Cette période est précisément celle pendant laquelle le dédoublement de la marchandise en marchandise et argent *se tend* au maximum, ce qui aboutit au krach inévitable.

La production capitaliste est une production pour le profit.

(\*) Il en résulte un phénomène de fluctuations cycliques inévitables, appelé « effet de la toile d'araignée » (*cobweb theorem*).



Les oscillations du taux moyen de profit sont les critères décisifs de l'état concret de l'économie capitaliste (\*). La tendance à long terme du taux moyen de profit est la tendance à la baisse. Mais celle-ci ne s'effectue pas de façon rectiligne. Elle ne s'impose qu'à travers des ajustements et des hausses périodiques, dans un mouvement *cyclique* dont l'origine initiale vient d'être indiquée. Ce mouvement cyclique peut être caractérisé sommairement dans ses phases principales par le mouvement du taux moyen de profit :

a) *Reprise économique* : Une partie de la capacité de production n'ayant plus été utilisée pendant une certaine période, les stocks accumulés précédemment ont été liquidés et la demande de marchandises dépasse de nouveau l'offre. Les prix et les profits commencent à se relever. Une partie des usines fermées se rouvrent pour la même raison, ce qui incite également les capitalistes à accroître leurs investissements. Car une demande supérieure à l'offre, cela signifie que *moins* de travail social est cristallisé dans les marchandises présentes sur le marché, qu'il n'en est socialement nécessaire. Ceci implique que la valeur totale de ces marchandises trouve facilement son équivalent sur le marché. Les usines qui travaillent à un niveau de productivité au-dessus de la moyenne réaliseront un surprofit

(\*) Un grand nombre d'auteurs admettent cette thèse comme allant de soi, notamment Aftalion, W. C. Mitchell, Keynes, Schumpeter, Hansen, Guillon (12).

Cependant Haberler, dans son ouvrage, par ailleurs si lucide, sur les cycles économiques, écrit l'énormité suivante pour rester fidèle au vocabulaire de l'école marginaliste : « Les variations des profits (ou des pertes) sont souvent considérées comme le baromètre des cycles économiques. Cependant, il ne semble justifié de mettre ce facteur sur le même rang que les trois critères fondamentaux qui viennent d'être mentionnés. Le terme « profit » est vague et ambigu (1)... C'est une combinaison d'intérêts, de loyers, de bénéfices de monopoles, etc. Les profits au sens doctrinal (1) font partie du revenu national et sont inclus à ce titre dans le « revenu réel ». L'absence de profit (ou de pertes) au sens strict du terme est l'essence même de l'équilibre parfait (1) du système économique (13). » Gageons que chaque *businessman* expliquera à M. von Haberler que sa « doctrine » est en conflit avec la réalité... Notons en outre que Gayer, Rostow et Schwartz (14) ont confirmé empiriquement que la marche cyclique de l'industrie textile coïncide dans la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle avec des fluctuations cycliques du taux de profit.

important ; les entreprises moins productives (qui subsisteraient encore après la crise), réaliseront le profit moyen. Le temps de circulation des marchandises se réduit, la plupart des entreprises se mettant à produire sur commande. L'écart entre le moment d'achat et le moment de paiement des marchandises est très court (\*).

b) *Boom et prospérité* : Tous les capitaux disponibles affluent vers la production et le commerce, afin de profiter du relèvement du taux moyen de profit (\*\*). Les investissements s'accroissent rapidement. Pendant toute une période, la création d'entreprises nouvelles et la modernisation des entreprises existantes est la source essentielle de l'expansion générale de l'activité économique : « l'industrie est la meilleure cliente de l'industrie. » Les entreprises nouvellement créées élèvent le niveau moyen de productivité en dépassant largement l'ancienne moyenne. Mais aussi longtemps que la demande dépasse l'offre, les prix continuent à monter et le taux moyen de profit se maintient à un niveau élevé. Les entreprises les plus modernes

(\*) Nous faisons abstraction pour le moment de facteurs multiples qui interviennent dans le mouvement cyclique, et que nous traiterons plus loin. Il importe avant tout de comprendre le mécanisme *fondamental* du taux de profit, qui est à la base du mouvement cyclique.

(\*\*) Il n'est donc pas erroné de parler, comme le font Aftalion et Pigou, d'« erreurs d'entrepreneurs trop optimistes ». Encore faut-il comprendre qu'il s'agit d'« erreurs » (de surinvestissement) du point de vue *social* ; car du point de vue de l'entrepreneur *privé*, il est logique de chercher à augmenter au maximum la production et la vente *au moment où le profit est le plus élevé*. Chacun espère qu'il résistera au krach qui suivra, que celui-ci ne touchera que le voisin. En fait, les nouvelles installations les plus modernes, ne sont-elles pas celles qui résistent le mieux à la crise ? « Le mal ne semble pas tellement résider dans le fait que les hommes d'affaires se méprennent sur leurs intérêts... que dans le fait que c'est justement en protégeant leurs véritables intérêts qu'ils produisent le cycle, aussi longtemps qu'ils agissent en hommes d'affaires individuels ou en représentants d'intérêts d'affaires individuels (15). »

Nathalia Moszkowska ne comprend pas la concordance périodique de ces « erreurs de jugement ». Pourquoi tout le monde commet-il des erreurs du même genre ? (16). Peut-être parce que chaque entrepreneur est obligé par la concurrence de rechercher le maximum de profits ? N'est-ce pas une illustration éclatante de la contradiction entre le caractère *social* de la production et le caractère *privé* de l'appropriation (la recherche du profit privé) sous le capitalisme ?

réalisent des surprofits considérables, ce qui stimule les investissements nouveaux, et développe le crédit, la spéculation, etc.

c) *Surproduction et krach* : Au fur et à mesure que les investissements nouvellement réalisés accroissent de plus en plus la capacité de production globale de la société, et donc la masse de marchandises jetées sur le marché, les rapports entre l'offre et la demande se modifient, d'abord imperceptiblement, puis de façon de plus en plus nette. Il apparaît maintenant qu'une partie des marchandises produites dans les conditions de productivité les moins favorables, contiennent en fait du temps de travail *gaspillé* du point de vue social. Ces marchandises sont devenues invendables à leur prix de production. Pendant une certaine période, les usines qui se trouvent dans ces conditions défavorables continuent cependant à produire — *c'est-à-dire à gaspiller du temps de travail social* — grâce à l'expansion du système de crédit, ce qui se traduit par l'accumulation de stocks, par la prolongation du temps de circulation des marchandises, par l'extension de l'écart entre l'offre et la demande, etc. A un certain moment, cet écart ne peut plus être surplombé par le crédit. Les prix et les profits s'effondrent. De nombreux capitalistes sont ruinés; les entreprises qui travaillent avec un niveau de productivité trop bas (17) doivent fermer leurs portes.

d) *Crise et dépression* : La chute des prix signifie que la production ne reste rentable que pour les entreprises qui travaillent dans les conditions de productivité les plus favorables. Les firmes qui réalisèrent auparavant des surprofits se contentent maintenant de réaliser le profit moyen. En fait, un nouveau niveau de profit moyen s'établit ainsi, correspondant à la nouvelle composition organique du capital. Mais en même temps la crise, par la banqueroute et la fermeture de nombreuses usines, signifie la destruction d'une masse de machines, de capitaux fixes. Par la chute des prix, les capitaux sont également dévalorisés comme valeurs d'échange. La valeur totale du capital social se réduit. La masse inférieure de capitaux qui résulte de cette destruction sera plus facilement mise en valeur. Elle sera placée dans des conditions qui permettent, au moment de la

reprise économique, une nouvelle élévation du taux moyen de profit.

Le mouvement cyclique du capital n'est donc rien d'autre que le mécanisme à travers lequel se réalise la chute tendancielle du taux moyen de profit. Il constitue en même temps la réaction du système contre cette chute, par la dévalorisation du capital dans les crises. Les crises permettent d'adapter périodiquement la quantité de travail effectivement dépensée dans la production des marchandises à la quantité de travail *socialement nécessaire*, la valeur individuelle des marchandises à la valeur déterminée socialement, la plus-value contenue dans ces marchandises au taux moyen de profit. Parce que la production capitaliste n'est pas une production consciemment planifiée et organisée, ces ajustements se produisent non pas *a priori* mais *a posteriori*. Pour cette raison, ils nécessitent des secousses violentes, la destruction de milliers d'existences et de masses énormes de valeurs et de richesses créées.

#### *La logique interne du cycle capitaliste.*

La contradiction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange; la contradiction entre la marchandise et son équivalent en argent, ne créent que la *possibilité générale* des crises de surproduction capitalistes. Elles n'expliquent pas encore pourquoi, ni dans quelles conditions concrètes, ces crises se succèdent périodiquement. Les oscillations du taux de profit dévoilent le mécanisme intime du cycle économique. Elles en expliquent le sens général en tant que rajustement périodique des conditions d'équilibre de la reproduction capitaliste. Mais elles ne dévoilent pas les « causes concrètes » des crises. On peut distinguer ces facteurs des causes des crises proprement dites en opposant, dans la tradition de la logique aristotélicienne, comme le fait l'économiste G. von Haberler, les causes *sine qua non* — sans lesquelles il n'y aurait pas de crises — des causes *per quam* — qui expliquent les raisons immédiates pour lesquelles les crises éclatent. L'analyse de ces dernières exige

une analyse concrète de tous les éléments de production capitaliste.

Pour que la reproduction élargie s'effectue sans interruption, il faut que soient constamment reproduites les *conditions d'équilibre* qui ont été indiquées au chapitre X. Les achats de biens de consommation par l'ensemble des travailleurs et des capitalistes occupés à la production de biens de production doivent être équivalents aux achats de biens de production par les capitalistes engagés dans la production de biens de consommation, y compris, dans les deux catégories, les achats nécessaires à l'expansion de la production. La reproduction constante de ces conditions d'équilibre exige donc un *développement proportionnel* des deux secteurs de la production. L'apparition périodique de crises ne s'explique que par une interruption périodique de cette proportionnalité ou, en d'autres termes, par un *développement inégal* de ces deux secteurs.

Mais jusqu'ici, nous n'avons guère quitté le domaine de la définition, c'est-à-dire de la tautologie. Dire que les crises périodiques éclatent de par la disproportion entre les deux secteurs de la production, cela équivaut à dire que l'opium fait dormir parce qu'il a des qualités dormitives. La crise est *l'expression* de la disproportion. Mais si on la considère comme *inhérente* au processus de développement capitaliste, il faut démontrer pour quelles raisons ce processus produit *périodiquement et nécessairement* une telle disproportion.

La production capitaliste est une production pour le profit. La disproportion périodique entre le développement du secteur des biens de production et celui du secteur des biens de consommation doit être liée à des différences périodiques entre les taux de profit dans les deux sphères. Les causes de ces différences périodiques se retrouvent dans la façon différente dont se manifestent les contradictions fondamentales du capitalisme dans les deux secteurs. Nous en obtenons le tableau suivant pour les phases successives du cycle économique :

a) *La dépression* : Les stocks s'étant accumulés pendant toute une période, leur écoulement prend du temps, vu que les

revenus disponibles pour l'achat de biens de consommation ont été fortement réduits par le développement du chômage. Toute l'activité d'investissement se ralentit fortement après l'éclatement de la crise (18). Comme, en même temps, de nombreuses entreprises ont dû utiliser à d'autres fins les fonds disponibles pour le renouvellement du capital fixe, l'activité des entreprises du secteur des biens de production est très réduite (19). La production des biens de consommation fléchit également de façon importante, mais pas au même degré (20). Même les chômeurs continuent à manger et les achats de biens non durables ne peuvent pas être remis à demain; en outre, si les ouvriers voient leurs salaires diminuer, ceux-ci sont réduits moins fortement que les prix au début de la crise (21). Quant aux achats de biens de consommation semi-durables, ils diminuent moins que les achats de biens de consommation durables. Ces derniers, dont la vente diminue fortement, sont cependant mieux écoulés que les biens de production (22). Au cours de la période de dépression s'amorce donc, dans le domaine de la production, la disproportion entre les deux secteurs qui, dès le début de la reprise économique, s'étendra au domaine des prix et des profits.

b) *Le tournant vers la reprise économique* : Pendant la durée de la dépression économique, l'activité industrielle se maintient à un niveau anormalement bas. Lorsque le taux de profit est très bas, aucune baisse du taux d'intérêt ne peut provoquer un regain d'investissement (23). Mais la logique même de cette stagnation crée les éléments d'une reprise. Au fur et à mesure que les stocks s'écoulent grâce à la baisse de la production, les secteurs des biens de consommation dont les ventes ont été peu réduites, peuvent légèrement augmenter leur activité; les prix y cessent de baisser, sans pour cela se relever immédiatement. Il suffit d'ailleurs qu'ils se stabilisent pendant une certaine période, pour que les entreprises de ces secteurs pensent à se réoutiller (24).

Tout favorise ce dessein. Les prix des matières premières et des biens d'outillage sont anormalement bas; se réoutiller à

ce moment, c'est donc une entreprise profitable. Les salaires continuent à fléchir sous la pression du chômage, même après que les prix se sont stabilisés. Les salaires bas incitent également à l'extension de la production, puisqu'ils promettent des profits plus élevés (25).

L'arrêt ou la réduction de l'activité d'investissement pendant toute une période a permis d'accumuler les fonds destinés à l'amortissement du capital fixe. Ces fonds, d'abord thésaurisés, commencent à refluer vers les banques, pour rapporter un intérêt assez modique encore, mais non négligeable dans une période de dépression (26) (\*). L'absence de toute activité d'investissement réduit fortement la demande de capitaux-argent, de sorte que le taux moyen d'intérêt tombe en période de dépression (29) : raison de plus pour inciter les capitalistes du secteur des biens de consommation à entreprendre des investissements à crédit vers la fin de cette période. Finalement, le taux de profit encore bas les incite à rechercher et à introduire de nouveaux procédés de production qui se sont accumulés depuis la fin du boom sans avoir pu être appliqués. (Voir Keynes, Hansen, de même Aftalion, Pigou, Schumpeter et un grand nombre d'auteurs) (30).

La baisse du prix de revient qui en résulte permet de relever le taux de profit avec les prix de marché donnés. Ainsi l'activité d'investissement s'amorce dans le secteur des biens de consommation, ce qui provoque la reprise économique (\*\*).

(\*) Woytinsky (27) constate que le montant des dépôts dans des caisses d'épargne s'étend en 1932 par rapport au niveau du 31 décembre 1929 à : 129 au Royaume-Uni, 137 en Allemagne, 140 aux Pays-Bas, 140 aux États-Unis, 142 en Italie, 143 au Japon, 148 en Suisse, 166 en Suède, 193 en France, 192 en Belgique, etc. A ces sommes, ainsi qu'à celles des dépôts bancaires, il faudrait ajouter les importants montants *thésaurisés* (28).

(\*\*) Des partisans de la théorie de sous-consommation pure, comme Nathalie Moszkowska et Léon Sartre (31), considèrent cette façon de présenter la marche de la reprise économique comme une pétition de principe. En supposant que la majorité des entreprises renouvellent leur capital fixe à la même époque, au lieu de supposer que ce renouvellement se répartit également sur chaque année, disent-ils, on *présuppose* déjà l'existence du cycle, c'est-à-dire on part précisément de ce qu'il s'agit de prouver par la suite. A cette objection, nous répondons : a) Il suffirait de partir d'un *premier cycle* — déterminé par exemple par la première introduction massive de machines à vapeur dans l'industrie textile an-

c) *La reprise économique* Les commandes d'outillage du secteur des biens de consommation qui découlent de la logique interne de la dépression elle-même permettent à leur tour la reprise de la production dans de nombreux secteurs qui fabriquent des biens de production. Cette reprise réduit le chômage, accroît le pouvoir d'achat disponible, développe les ventes des biens de consommation, ce qui stimule à son tour une nouvelle vague d'investissements. C'est le *principe du multiplicateur* qui entre en jeu (32).

Il explique qu'un investissement initial accroît le revenu global final par une somme qui dépasse la valeur de cet investissement; il explique également qu'un investissement autonome peut provoquer une ou plusieurs vagues d'investissements ainsi stimulées (33). Des statisticiens ont essayé de calculer la valeur du multiplicateur dans les pays industriellement avancés pour la période 1919-1939; ils l'ont évalué comme variant entre 2 et 3 (calculs de Kalecki et de Kuznets) (34). Ces statistiques sont cependant sujettes à caution. Elles ne s'appliquent de toute façon pas à une époque historique tout entière (35).

Voyons maintenant ce qui se passe avec le taux de profit. La production de biens de production est beaucoup moins élastique que la production de biens de consommation. Pour fournir aux filatures de coton les fuseaux demandés, il faut puiser dans le stock d'acier et de charbon, augmenter la production de ces matières premières quand les stocks ont été épuisés, utiliser à plein rendement les machines qui construisent des machines, ou construire préalablement celles-là lorsqu'il n'y a plus de réserves de capacité productive. Dès que la reprise est solidement engagée, il se produit donc un intervalle entre la commande de capitaux constants supplémentaires et leur livraison. Pendant cet intervalle se déclenche une véritable *conurrence* entre les entreprises pour s'approprier les biens d'équipement et les matières premières présents sur le marché. Les

glaise — pour indiquer que cette objection est historiquement non valable; b) Nous ne voyons pas dans ce renouvellement du capital fixe la « cause » du cycle, mais seulement un point de départ commode de l'exposé.

prix de ceux-ci s'élèveront donc davantage que les prix de biens de consommation, et ce décalage produit un décalage équivalent entre le taux de profit des deux secteurs (36). La disproportion entre les deux secteurs se déplace donc au domaine de la production vers celui des prix et du profit.

Par ailleurs, le taux de profit se relève en général. Alors que les prix se mettent à monter dès la liquidation des stocks excessifs, les salaires ne montent point, ou très peu, au début de la reprise, du fait de la pression que le chômage exerce sur le marché du travail. Le taux de la plus-value s'élève, relevant ainsi le taux de profit. En même temps, les usines qui ne travaillaient pas à plein rendement en période de dépression, réembauchent du personnel, sans modifier dans l'immédiat leurs installations fixes. Leur composition organique du capital s'abaisse donc momentanément, relevant du même fait le taux de profit. La réduction du temps de circulation des marchandises augmente le nombre de cycles de production par an et joue dans le même sens.

L'expansion, au début lente, de la production maintient la demande de capitaux-argent à un niveau inférieur à l'offre, ce qui implique un taux d'intérêt qui reste fort bas. La coïncidence d'un taux d'intérêt bas avec un taux de profit en hausse détermine un taux croissant de profit d'entrepreneur, ce qui explique également une tendance générale des entrepreneurs à renouveler leur capital fixe et à investir une fraction croissante de leurs profits à ce moment du cycle (\*) :

« De par sa nature, l'investissement en outillage nouveau ne pouvait pas être entrepris par petites quantités. En supposant que le taux d'accroissement de la production est constant, une entreprise individuelle ne pouvait pas accroître son outillage fixe d'après le même taux de croissance, et si les données

(\*) Keynes et d'autres auteurs parlent du relèvement de la « valeur du capital par rapport à son coût ». Ceci veut dire que les revenus escomptés de l'achat de biens d'équipement dépassent les frais d'achat (ou de remplacement) de ces biens. Plus cette différence est supérieure à l'intérêt, et plus les conditions sont favorables aux investissements (37). Tout ce raisonnement aboutit aux mêmes conclusions que celles que nous venons de développer.

dont nous disposons sont dignes de confiance — pour la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle en Grande-Bretagne — il apparaîtrait que l'augmentation de la capacité, nécessaire pour assurer le volume accru de la production, a eu tendance à s'effectuer surtout au cours de quelques années de chaque décennie (38). »

d) *Boom, prospérité* : Le déséquilibre entre les prix et les taux de profit des deux secteurs, qui apparaît dès le début de la reprise économique, se transforme maintenant en disproportion entre le rythme de progression de leur production, disproportion inverse à celle qu'on connut pendant la dépression. Tout d'abord, les capitaux-argent disponibles afflueront de préférence vers le secteur des biens de production, le taux de profit dans ce secteur étant le plus élevé. En outre, le *principe de l'accélérateur* commence à jouer (39). On sait qu'une fraction très restreinte du capital fixe est usée et renouvelée au cours de chaque cycle de production. Cette fraction est déterminée par la longévité relative du capital fixe.

Supposons que son âge moyen soit de 10 ans. Cela signifie que la valeur de la production totale d'un cycle annuel ne contient que 10 % de la valeur du capital fixe total dont dispose la société. Mettons que la valeur du produit annuel soit de 1 500 (millions) dont 500 représentent la valeur du capital fixe usé. Cela implique un stock de capital fixe total de 5 000. Si tout le capital fixe existant est déjà pleinement employé pour permettre une production annuelle de 1 500, une augmentation de cette production de 1 500 à 1 800 (ou une augmentation de la demande globale dans la même proportion) exige la mise en place d'un nouveau capital fixe d'une valeur non de 100, mais de 1 000, dont 10 %, soit 100, seront incorporés dans la valeur de la production supplémentaire de 300. L'accroissement de la production de 20 % exige donc qu'on triple la production courante de capital fixe. La fabrication de nouvelles installations industrielles, le secteur des biens de production, connaît alors une activité fiévreuse. La production dans ce secteur s'accroît plus fortement que dans le secteur des biens de consommation (40).

Ce développement fiévreux du secteur des biens de production met de nouveau en action le principe du multiplicateur et permet d'absorber la majeure partie de la main-d'œuvre en chômage. Il accroît de nouveau le pouvoir d'achat disponible pour les biens de consommation, crée même une pénurie temporaire de ces biens, ce qui stimule une nouvelle fois les investissements et les achats de capital fixe dans ce secteur. Le plein emploi s'établit progressivement. Les salaires se mettent à monter, mais moins rapidement que les prix; de ce fait, le taux de la plus-value continue à se relever, et en fait, les salaires réels s'abaissent ou stagnent au début du boom (41).

Étant donné que dans les deux secteurs l'offre est inférieure à la demande, les firmes au niveau de productivité le plus élevé réalisent de plantureux surprofits. En général, le niveau élevé du taux de profit favorise une vigoureuse activité de l'investissement, de la spéculation et du crédit. Les capitaux thésaurisés pendant la dépression sont progressivement absorbés dans l'activité économique; de ce fait, le taux d'intérêt commence à se relever. Mais les banques accordent encore facilement du crédit de circulation alors que de nombreuses firmes travaillent sur commande, c'est-à-dire avec des débouchés assurés. Le taux d'escompte reste donc relativement bas.

Au fur et à mesure que les entreprises qui produisent des biens d'équipement se sont elles-mêmes réoutillées et commencent à exécuter leurs commandes précédemment accumulées, l'équipement, et donc la production, augmentent de plus en plus dans le secteur des biens de consommation. A un certain point, elle suffit pour satisfaire la demande accrue créée par le plein emploi. On peut supposer qu'à ce moment, ces entreprises arrêtent progressivement leurs commandes de biens d'outillage. Mais les anciennes commandes de ces biens viennent seulement d'être satisfaites. Le *retard* entre le moment où la commande a été placée et le moment où elle a été satisfaite joue donc un rôle important dans la préparation de la crise (Voir Aftalion, Tinbergen, Frisch et le cycle de construction navale, Kalecki, Hansen, etc.).

Le cycle atteint donc ici un premier point critique. L'indus-

trie qui produit des biens de consommation devrait en fait arrêter toute expansion de sa production, et même commencer à freiner celle-ci. Une telle attitude « raisonnable » est impossible, non seulement du fait de l'anarchie de la production : chaque entreprise attend que ce soit le concurrent qui cède du terrain et espère qu'elle-même atteindra un maximum de profit avec un maximum de vente et de production. Elle est encore exclue de par l'impératif du profit. Les entreprises viennent de se rééquiper. Une limitation de la production accroîtrait les charges d'amortissement sur la production courante. Elle diminuerait le taux de profit. Les salaires sont en hausse depuis la réalisation du plein emploi. Il y a donc risque de réduction du taux de plus-value et risque de diminution du taux de profit, risques que les capitalistes essaient de contrecarrer par la rationalisation, l'utilisation plus intensive de l'appareil de production, l'intensification de l'effort des producteurs, ce qui implique chaque fois une augmentation de la production (42). Le relèvement progressif du taux d'intérêt réduit lui aussi le taux du profit d'entrepreneur. L'augmentation de la masse de profit nécessaire pour contrecarrer la baisse de ce taux implique de nouveau l'augmentation de la production (43).

Finalement, il ne faut pas oublier qu'il est très difficile pour les capitalistes du secteur des biens de consommation de se rendre compte à quel moment exact l'équilibre de l'offre et de la demande de leurs produits a été réalisé.

« L'insuffisance de la consommation n'est pas immédiatement visible et elle se développe d'autant plus que les réserves s'accumulent à tous les étages de la production et entre les mains des spéculateurs; l'intervalle entre la production et la distribution joue dans le même sens, car on perd la vue d'ensemble sur les possibilités d'écoulement, et les marchés perçoivent le degré maximum de la production qu'ils peuvent supporter seulement lorsque ce degré a été dépassé de plusieurs mois. La fin de la prospérité est ainsi retardée, mais la crise qui suivra n'en sera que plus intense et plus longue (44). »

Quand le pouvoir d'achat total disponible pour les biens

de consommation a déjà cessé de croître, une partie importante de la production courante continue de s'écouler : les commerçants et les stades intermédiaires de la production doivent en effet regarnir leurs stocks qui s'étaient épuisés à la fin de la période de dépression et pendant toute la période de reprise économique et de boom (\*). L'augmentation de leurs ventes incite les industriels à une nouvelle augmentation de la production qui peut donc coïncider avec une stagnation et même un léger recul de la consommation finale, du moins pendant une première période.

e) *Le krach, le tournant vers la dépression* : Le déséquilibre du secteur des biens de production et du secteur des biens de consommation, d'abord apparu dans le domaine des prix et du taux de profit, s'est donc progressivement étendu vers le domaine de la production et se transporte maintenant vers celui de la demande, des ventes et des débouchés. Le plein emploi étant atteint, le volume total du pouvoir d'achat de biens de consommation ne s'accroît plus, ou seulement de façon très réduite (\*\*). Par contre, la production de ces mêmes

(\*) Souvent, au début du boom, et avant que le principe de l'accélérateur n'ait commencé à jouer à fond, les entreprises et commerçants commencent à regarnir leurs stocks, et lorsque ce mouvement n'est pas accompagné d'une augmentation parallèle de ventes au public, ils peuvent être portés à liquider rapidement ces mêmes stocks et à restreindre entre-temps leurs propres achats. Ainsi s'explique l'apparition de récessions mineures, au milieu du cycle économique, d'abord mises en lumière par l'économiste Kitchin (45), appelées aussi récessions des stocks (Metzler et Abramovitz) (46).

(\*\*) Ceci s'entend en termes réels et non en termes monétaires. L'inflation monétaire peut naturellement accroître les salaires nominaux à la fin du boom, mais cette hausse est largement écrémée par la hausse du coût de la vie. Il est vrai qu'à ce moment, toute augmentation nouvelle de la production provoque une augmentation des salaires réels (heures supplémentaires, etc.) qui réduit le taux de profit. En même temps, au sommet du boom, le taux de la plus-value tend aussi à diminuer, le rendement moyen tend à baisser, notamment par l'emploi d'une main-d'œuvre inexpérimentée, ainsi que par les phénomènes suivants :

« Il est incontestable que, dans de nombreux établissements, le rendement du travail a diminué depuis qu'on a dépassé le plein emploi, par suite de la fluidité de la main-d'œuvre, de l'absentéisme et du manque d'assiduité (47). »

biens continue à augmenter pendant toute une période, pour les raisons indiquées plus haut. « On suggère ici que les difficultés financières qui s'accumulent sont accompagnées (et peut-être en partie résultent) d'une croissance plus lente de la distribution (plus correctement : des ventes) aux consommateurs, au même moment où la production physique s'accroît rapidement (48). » Les stocks commencent donc à s'accroître, d'abord à l'échelon final (commerce de détail), puis aux échelons intermédiaires, finalement dans les entreprises industrielles elles-mêmes (48).

Dans la mesure où se produit cet accroissement, les industriels et commerçants qui en souffrent résistent à tout fléchissement immédiat des prix qui signifierait pour eux une dévalorisation des stocks, c'est-à-dire une perte importante. Ils s'adressent donc de plus en plus aux banques pour obtenir du crédit de circulation. Les banques elles-mêmes, qui ont déjà accordé de larges crédits aux entreprises de ce secteur, retardent aussi longtemps que possible tout refus de crédit, qui risque d'entraîner la faillite des entreprises frappées et, de là, la perte des capitaux prêtés. Il se produit donc une véritable inflation de crédit, une tension dangereuse de tout le système, liée à de nombreux phénomènes de spéculation et de fraude pure et simple, qui foisonnent dans l'atmosphère du boom. La tension sur le marché monétaire et sur le marché financier précède le retournement de la conjoncture et est caractérisée par une forte hausse du taux d'intérêt (49).

Les entrepreneurs sont maintenant obligés de retarder de plus en plus l'achèvement de projets d'investissements en cours. Ils doivent utiliser comme capital circulant une partie du capital argent destiné à ces investissements. Leurs commandes de biens d'équipement fléchissent donc de plus en plus, alors que la production stagne ou commence à diminuer dans le secteur des biens de consommation. De ce fait, la production des biens de consommation atteint son point culminant, stagne ou commence même à reculer, avant que le même phénomène ne se produise dans le secteur des biens de production (50).

C'est le deuxième point critique du cycle auquel nous sommes arrivés. En effet, les entreprises du secteur des biens de production se sont réoutillées au début du cycle, afin de faire face aux commandes d'*élargissement* du capital fixe du secteur des biens de consommation. Il suffit que cet élargissement s'arrête pour que des phénomènes de surproduction commencent à se produire dans le secteur des biens de production, pour que des industries de ce secteur commencent à travailler en deçà de leur nouvelle capacité productrice maximum. Mieux, un *ralentissement du taux d'accroissement* des investissements aboutit au même résultat :

« Le rythme de la production des industries fournissant l'outillage est commandé par l'*expansion* de la production des industries fabriquant les biens de consommation. Si ces dernières cessent de se développer, les premières perdent une partie de leurs débouchés et sont obligées de réduire leur activité, même si elles peuvent se procurer les fonds nécessaires pour maintenir leur fabrication à l'ancien niveau (51). » Or, les entreprises de ce secteur ont, elles aussi, réalisé d'importants investissements à une date récente; elles ont donc également d'importants capitaux à amortir. Elles travaillent bien plus avec des capitaux empruntés que les entreprises de l'autre secteur, puisque c'est vers elles que les capitaux-argent disponibles avaient afflué en majeure partie, attirés par un taux de profit plus élevé. La hausse du taux d'intérêt qui résulte de la pénurie croissante qui se fait jour sur le marché des capitaux (\*), les frappera donc plus brutalement que les entreprises du secteur des biens de consommation. Ceci sera ressenti de façon d'autant plus dure que vers la même période le taux de profit tendra également à baisser, par suite de la hausse des frais généraux, de la hausse des salaires (heures supplémentaires, etc.), de l'accroissement du gaspillage, etc. (52).

Vu que leurs carnets de vente se dégarnissent, ces entre-

(\*) Cette pénurie ne doit pas nécessairement découler d'une pénurie effective de capitaux. Souvent, les propriétaires de ces capitaux refusent de les prêter à ce moment, parce que la chute du taux de profit implique un risque croissant d'instabilité des emprunteurs.

prises se voient obligées à leur tour de restreindre leur production, de licencier une partie de leur personnel et de passer à d'autres mesures d'économie. Mais tout cela signifie que le volume du pouvoir d'achat de biens de consommation que ce secteur distribue tend à diminuer. Il s'ensuit, pour les biens de consommation, une réelle diminution de la demande, un nouvel accroissement des stocks, un nouveau rétrécissement de la production, un nouveau fléchissement des profits.

A un certain point de ce processus cumulatif de rétrécissement, le déséquilibre passe nécessairement au dernier stade, celui du crédit. La demande de crédit de circulation s'accumule de toute part. L'offre de capitaux-argent par contre diminue, parce que la différence entre le taux de profit et le taux d'intérêt disparaît. Devant l'accroissement des stocks et la stagnation des ventes, les entreprises sont en outre perpétuellement à court d'argent liquide, diminuent leurs dépôts en banque, et liquident des valeurs mobilières et immobilières, etc. (53).

Finalement, toutes les réserves accumulées pendant la période précédente de stagnation ont été absorbées dans la fiévreuse activité du boom. Il est donc fatal qu'au cours d'un tel processus, le déséquilibre entre l'offre et la demande de capitaux-argent amène à un certain point l'arrêt d'expansion du système de crédit. Les banques commencent à refuser de nouvelles demandes de crédit de circulation, sauf à des taux de plus en plus exorbitants. Taux d'intérêt et taux d'escompte s'élèvent rapidement (\*). Les banqueroutes se produisent en nombre croissant, celles des débiteurs entraînant celles des crédateurs. Bientôt, c'est l'avalanche. Des centaines d'entreprises ferment leurs portes et congédient leur personnel. A la recherche d'argent liquide brusquement seul capable d'éviter les pires malheurs, les entreprises sont obligées de liquider leurs stocks à tout prix. Les prix s'effondrent; les profits disparaissent; une nouvelle vague de banqueroute se propage.

(\*) Il ne faut pas oublier que la hausse du taux d'intérêt s'appliquant aux crédits de production n'a plus qu'un effet mineur dans les pays capitalistes avancés, où l'auto-financement des entreprises joue un rôle prédominant (54). Il n'en est pas de même du crédit de circulation...



Prix, profits, production, revenus, emploi, tombent à un niveau anormalement bas (\*).

*L'extension de la base de la production capitaliste.*

L'analyse de la marche cyclique de l'économie capitaliste est basée sur le comportement caractéristique des entreprises capitalistes, qui recherchent à chaque moment du cycle le maximum de profit, sous le fouet de la concurrence, sans s'occuper de l'ensemble du système et du marché. Mais comment se fait-il que la succession périodique des crises n'incite pas les entreprises à plus de prudence, c'est-à-dire à restreindre leurs investissements lors de la reprise, afin d'éviter une surproduction à la fin du boom? Comment se fait-il, en d'autres termes, que les booms manifestent chaque fois le même caractère fiévreux et hypertrophié, qui amène par la suite un effondrement particulièrement douloureux?

Cette question est d'autant plus justifiée, que les secteurs particulièrement sujets à des fluctuations de la demande au cours du cycle apprennent à s'adapter à ces fluctuations :

« S'étant familiarisées avec les variations périodiques de la demande au cours des phases du cycle, les entreprises apprennent à pourvoir... pour la demande maximum de prospérité. Des industries davantage sujettes à ces fluctuations que d'autres... que nous appellerions des industries cycliques, sont particulièrement portées à agir de la sorte. Elles acquerront une capacité de production qui ne pourra être complètement utilisée qu'en période de prospérité (56). »

Ce n'est pas qu'une telle prévision des capitalistes peut empêcher la marche cyclique de l'économie. Nous avons vu que

(\*) Kaldor (55) donne quatre raisons pour l'arrêt du boom : un taux d'intérêt croissant qui arrête les investissements; une chute du taux de profit provoquée par la hausse du même taux d'intérêt; l'insuffisance de l'expansion de la demande pour les biens de consommation; l'apparition de surcapacité par suite de pénurie de main-d'œuvre. Nous avons remarqué le jeu de trois de ces quatre facteurs, même si ce n'est pas dans le même ordre de succession. Le quatrième facteur est tout à fait exceptionnel. L'influence du plein emploi se fait surtout sentir sur le taux de profit.

le simple fait du renouvellement périodique du capital fixe, déterminé par sa longévité, suffit pour expliquer cette marche cyclique. Mais la question qui se pose est celle-ci : pourquoi n'assistons-nous pas simplement au renouvellement du capital fixe au début de chaque reprise, accompagné d'un investissement correspondant *grosso modo* à l'accroissement de la population au cours du cycle? Pourquoi assistons-nous plutôt à un élargissement considérable, par bonds, de la capacité productrice qui, par le jeu du principe de l'accélérateur, déclenche les booms proprement dits?

Historiquement, il n'y a qu'une seule réponse à cette question. La marche cyclique de l'économie capitaliste acquiert un caractère particulièrement fiévreux de par l'extension de la base de cette économie au début de chaque reprise, et ce par l'apparition brusque de *nouveaux débouchés* pour des secteurs importants de l'industrie, qui stimulent ainsi l'activité de l'industrie des biens de production.

Ces nouveaux débouchés peuvent résulter soit de l'extension géographique de la production capitaliste (57) (pénétration dans un milieu non capitaliste), soit de l'apparition de nouveaux secteurs de production (progrès technologique), soit de sauts brusques dans les relations de concurrence (disparition d'un concurrent puissant par la guerre, par son retard technologique, etc.). Il faut y ajouter, au xx<sup>e</sup> siècle, le rôle des débouchés de remplacement joué essentiellement par les commandes de fournitures de guerre de l'État (\*).

On peut expliquer ainsi chaque boom successif dans l'histoire du capitalisme par pareille extension de base de la production :

- a) Cycle 1816-1825 : l'industrie britannique conquiert les marchés latino-américains; construction d'usines à gaz et de canaux en Grande-Bretagne; début d'industrialisation de la Belgique.
- b) Cycle 1825-1836 : essor des exportations britanniques en Amérique latine et aux U. S. A.; expansion industrielle en

(\*) Voir chapitre xiv.